

**IMAFLEX** *inc.*



*À la recherche de l'excellence*

Imaflex se consacre à la fabrication et à la vente de pellicules d'emballage en polyéthylène, vendues principalement sur les marchés canadiens, et emploie environ 70 personnes dans son usine de fabrication située à Montréal.

Imaflex a deux types de clients:

1. ceux qui transforment les produits en pellicule de polyéthylène en sacs de polyéthylène unis ou imprimés de toutes sortes et/ou en rouleaux imprimés que leurs clients utilisent sur des machines d'emballage automatiques pour emballer leurs produits.
2. ceux qui utilisent la pellicule de polyéthylène pour protéger leurs produits.

Voici quelques exemples des divers marchés où l'on utilise nos pellicules d'emballage:

- sacs à pains, sacs de confiserie, emballages de casse-croûte de tous genres, sacs pour fruits et légumes, sacs très résistants pour du sel, de la terre, etc.
- matériaux d'emballage pour produits papetiers, livres et textiles entre autres.
- matériaux dotés de propriétés spéciales, comme une pellicule rétractable utilisée dans les industries des jus et de l'eau.

- pellicules d'enduction en polyéthylène utilisées dans l'emballage, qui adhèrent aux autres matériaux, afin de mieux protéger ou de prolonger la durée de conservation des denrées périssables.

Imaflex recycle 100 pour cent de ses déchets, la plupart à l'interne, ce qui accroît le rendement.



*DANS TOUTES LES ENTREPRISES PROSPÈRES, LA CLÉ  
DU SUCCÈS RÉSIDE DANS LA MAÎTRISE DE TROIS  
PRINCIPES DE GESTION:*

- ▶ *UNE VISION CLAIRE DES OBJECTIFS*
- ▶ *DES ACTIONS PRISES AU MOMENT PROPICE*
- ▶ *L'ENGAGEMENT ENVERS LE CLIENT*

*NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION CONNAÎT, COMPREND ET  
VIT EN ACCORD AVEC CES PRINCIPES ESSENTIELS EN  
AFFAIRES.*

## POINTS SAILLANTS

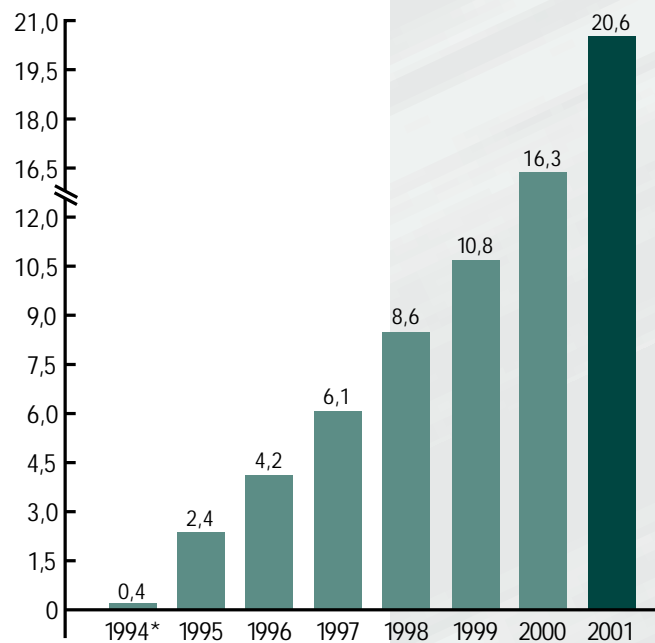
Exercice terminé le 31 janvier (en dollars sauf les données par action)

	2001	2000	1999	1998	% de variation 2001/2000
<i>Exploitation</i>					
Chiffre d'affaires	20 558 115 \$	16 320 773 \$	10 781 895 \$	8 550 614 \$	26,0%
Bénéfice net	1 033 715	684 424	144 133	379 896	51,0%
Bénéfice par action	0,034	0,023	0,006	0,016	47,8%
BAIT <sup>(1)</sup>	1 816 018	1 278 728	459 326	582 327	42,0%
BAITDA <sup>(2)</sup>	2 564 143	1 894 265	903 724	844 316	35,4%
BAITDA par action	0,085	0,063	0,038	0,036	34,9%
<i>Situation financière</i>					
Fonds de roulement	1 231 817	946 787	638 544	(39 304)	30,1%
Immobilisations	6 149 982	4 126 607	3 269 225	2 483 762	49,0%
Total de l'actif	11 639 557	8 823 434	6 634 763	5 196 683	31,9%
Total de la dette à long terme (y compris contrats de location-acquisition)	3 289 014	1 954 393	1 735 604	1 510 884	68,3%
Avoir des actionnaires	4 118 850	3 081 149	2 532 875	1 167 946	33,7%

(1) Bénéfice avant intérêts et taxes.

(2) Bénéfice avant intérêts, taxes, dépréciation et amortissement.

## CHIFFRES D'AFFAIRES (en millions de dollars)



\* Représente une période de sept mois

## RAPPORT À L'INTENTION DE NOS ACTIONNAIRES

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2001, le chiffre d'affaires et le bénéfice net ont enregistré une croissance soutenue.

Le bénéfice net de l'exercice terminé le 31 janvier 2001 s'est établi à 1 033 715 \$, ou à 0,034 \$ par action, soit une augmentation de 51% comparativement au bénéfice net de 684 424 \$, ou 0,023 \$ par action, pour l'exercice terminé le 31 janvier 2000. Le chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 31 janvier 2001 s'est élevé à 20 558 115 \$ contre 16 320 773 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2000, soit une progression de 26% attribuable principalement à l'accroissement des volumes et des prix de vente. Les hausses de volume résultent de l'expansion de la capacité de fabrication de la Société enregistrée lorsque l'équipement de production acquis dans l'exercice en cours a fonctionné à plein régime au quatrième trimestre. Il a été nécessaire d'augmenter les prix de vente à cause des pressions continues à la hausse sur le coût des matières premières.

L'amélioration du rendement est principalement attribuable à l'augmentation du chiffre d'affaires et à des améliorations du processus de fabrication, qui se sont conjuguées pour dégager un bénéfice brut beaucoup plus élevé dans l'exercice en cours.

On dit souvent que la crédibilité de la direction subit des fluctuations reliées directement aux bénéfices dégagés. Si l'on accepte cet énoncé, les actionnaires devraient se réjouir de la croissance rapide du chiffre d'affaires et de la rentabilité de la Société.

Conformément à son plan de croissance, la direction a maintenant atteint les résultats voulus lui conférant une plus grande marge de manœuvre financière que cela était possible il y a peu de temps. La Société est à présent armée pour faire face à une croissance accélérée au cours des prochaines années.

En intégrant sa première acquisition de Canslit Inc., société se spécialisant dans la métallisation de nombreux produits à base de polymères, la direction a une confiance et un optimisme soutenus en l'avenir. Au cours du prochain exercice, la Société poursuivra sa stratégie de croissance axée sur l'accroissement de sa capacité de fabrication actuelle et la recherche d'autres acquisitions appropriées afin de rehausser plus rapidement la valeur pour les actionnaires.

Nous tenons à remercier particulièrement nos employés pour leur dévouement envers la prospérité et l'expansion de la Société ainsi que nos actionnaires, nos clients et fournisseurs de leur confiance et de leur appui.

Le président et chef de la direction



Joseph Abbandonato



INFORMATION FINANCIÈRE  
TRIMESTRIELLE

	CHIFFRE D'AFFAIRES				BÉNÉFICE NET			
	2001		2000		2001		2000	
Premier trimestre	5 115 516 \$	25%	3 299 725 \$	20%	274 498 \$	27%	161 496 \$	24%
Deuxième trimestre	4 913 187	24	3 592 058	22	95 867	9	54 575	8
Troisième trimestre	4 869 991	24	4 866 559	30	241 655	23	247 637	36
Quatrième trimestre	5 659 421	27	4 562 431	28	421 695	41	220 716	32
	20 558 115 \$	100%	16 320 773 \$	100%	1 033 715 \$	100%	684 424 \$	100%

	BAITDA				BÉNÉFICE PAR ACTION			
	2001		2000		2001		2000	
Premier trimestre	672 285 \$	26%	432 887 \$	23%	0,009 \$	26%	0,005 \$	22%
Deuxième trimestre	423 925	17	313 347	16	0,003	9	0,002	8
Troisième trimestre	657 447	26	618 657	33	0,008	24	0,008	35
Quatrième trimestre	810 486	31	529 374	28	0,014	41	0,008	35
	2 564 143 \$	100%	1 894 265 \$	100%	0,034 \$	100%	0,023 \$	100%

## ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### INTRODUCTION

L'analyse suivante doit être lue conjointement avec les états financiers de la Société et les notes afférentes.

*Exercice terminé le 31 janvier 2001 comparativement à l'exercice terminé le 31 janvier 2000.*

### RESULTATS

Le bénéfice net de l'exercice 2001 s'élevant à 1 033 715 \$, ou 0,034 \$ par action, a progressé de 349 291 \$, ou de 51%, par rapport à 684 424 \$, ou 0,023 \$ par action, déclarés au cours de l'exercice 2000. Ce résultat est en grande partie attribuable à l'augmentation continue du volume due à l'expansion de la capacité de fabrication de la Société enregistrée lorsque le nouvel équipement de production acheté au cours de l'exercice a fonctionné à plein régime au quatrième trimestre.

La hausse du chiffre d'affaires et des améliorations continues du processus de fabrication ont porté le bénéfice brut à 4 069 701 \$ ou 19,8% du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2001 contre 3 177 677 \$ ou 19,5% du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2000.

Les frais de ventes et d'administration ont augmenté au cours de l'exercice 2001 de 216 135 \$ par rapport à 2000 à la suite de la hausse des ventes et se comparent favorablement à 6,8 % des ventes au cours de l'exercice 2001 comparativement à 7,2 % des ventes au cours de l'exercice 2000.

En 2001, l'amortissement des immobilisations s'est accru de 207 572 \$ par rapport à 2000 à la suite de l'important programme d'immobilisations des dernières années.

Les intérêts ont enregistré une hausse en 2001 de 86 535 \$ par rapport à 2000 résultant de niveaux d'emprunt plus élevés requis par l'important programme d'immobilisations des dernières années et d'une augmentation générale des taux d'intérêt flottants.

Les autres charges ont progressé de 6 011 \$ en 2001 par rapport à 2000, surtout à cause de l'augmentation du chiffre d'affaires.

Le taux d'imposition effectif de l'exercice 2001 est passé de 36 % en 2000 à 32 %, car en 2001, la Société a réclamé une déduction de fabrication et de traitement plus élevée.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Au cours de l'exercice 2001, le chiffre d'affaires s'est élevé à 20 558 115 \$, soit une progression de 4 237 342 \$ ou de 26%, à la suite de la hausse des volumes et des prix de vente. Les augmentations de volume découlaient de l'expansion de la capacité de fabrication de la Société lorsque le nouvel équipement de production acheté au cours de l'exercice a fonctionné à plein régime au quatrième trimestre. Les prix de vente ont dû être majorés en raison des pressions continues à la hausse sur le coût des matières premières.

### BILANS

*Comparaison de 2001 par rapport à 2000*

Au 31 janvier 2001, l'actif total a atteint 11 639 557 \$, soit une amélioration de 2 816 123 \$ comparativement à 8 823 434 \$ à la fin de l'exercice 2000.

L'actif à court terme s'est accru de 792 748 \$ pour s'établir à 5 327 075 \$ au 31 janvier 2001 comparativement à 4 534 327 \$ à la fin de l'exercice 2000. Ce résultat découle en majeure partie de l'augmentation des comptes clients attribuable au niveau plus élevé des ventes.

## ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

### BILANS (suite)

Les immobilisations ont progressé de 2 023 375 \$ pour s'établir à 6 149 982 \$ au 31 janvier 2001 comparativement à 4 126 607 \$ à la fin de l'exercice 2000 en raison de l'achat d'équipement de fabrication supplémentaire de la Société.

Le total du passif s'est accru de 1 778 422 \$ pour atteindre 7 520 707 \$ au 31 janvier 2001 comparativement à 5 742 285 \$ à la fin de l'exercice 2000.

Le passif à court terme a augmenté de 507 718 \$ pour s'établir à 4 095 258 \$ au 31 janvier 2001 comparativement à 3 587 540 \$ à la fin de l'exercice 2000. Cette progression provient surtout de l'accroissement des comptes fournisseurs imputable à un niveau plus élevé de dépenses et d'une augmentation de la tranche de la dette à long terme échéant en moins d'un an imputable à de nouveaux emprunts contractés au cours de l'exercice.

La dette à long terme et les obligations aux termes de contrats de location-acquisition se sont accrues de 1 334 621 \$ pour atteindre 3 289 014 \$ au 31 janvier 2001 comparativement à 1 954 393 \$ à la fin de l'exercice 2000, principalement en raison du financement de l'expansion de la capacité de fabrication de la Société au cours de l'exercice 2001.

Au 31 janvier 2001, le passif d'impôts futurs se chiffre à 831 509 \$, soit une hausse de 212 049 \$ comparativement à 619 460 \$ à la fin de l'exercice 2000. La cause principale est une dépréciation accélérée des immobilisations aux fins d'impôt.

L'avoir des actionnaires s'est accru de 1 037 701 \$, pour s'établir à 4 118 850 \$ au 31 janvier 2001 comparativement à 3 081 149 \$ à la fin de l'exercice 2000. Cette majoration est attribuable au bénéfice net de la Société au cours de l'exercice.

### FLUX DE TRÉSORERIE

Le flux de trésorerie net tiré de l'exploitation au cours de l'exercice 2001 a été porté à 1 956 288 \$ par rapport à 1 175 104 \$ en 2000, attribuable principalement à une hausse du bénéfice net en 2001.

En 2001, les activités de financement ont procuré des ressources s'élevant à 798 053 \$ comparativement à 221 153 \$ au cours de l'exercice 2000, résultant en majorité de l'augmentation de la dette à long terme en partie contrebalancée par la diminution de la dette bancaire.

En 2001, les activités d'investissement ont nécessité des dépenses en espèces nettes de 2 754 341 \$ comparativement à 1 396 257 \$ en 2000, à la suite de l'acquisition continue par la Société d'équipement de fabrication en 2001.

### FACTEURS TOUCHANT L'ENTREPRISE

Imaflex évolue dans un secteur et un marché concurrentiels occupés par de nombreux participants. Afin de faire face à la croissance récente et de gérer efficacement la croissance future, Imaflex améliore ses systèmes financiers et d'exploitations, ses systèmes intégrés de gestion ainsi que ses méthodes et ses contrôles. La prospérité d'Imaflex revient en grande partie à l'apport continu de ses employés et à la capacité de la Société à attirer et à conserver du personnel de direction, de ventes et d'exploitation compétent.

Le marché de 30 milliards de dollars dans lequel la Société est en concurrence a, par le passé, démontré une résistance et une croissance même au cours des pires périodes économiques. Les clients de la Société œuvrent principalement dans les secteurs de l'emballage alimentaire. Ce fait, combiné à l'accroissement des gammes de produits et à la fiabilité d'équipement plus neuf et plus rapide, devrait aider la Société à surmonter une baisse possible dans l'économie nord-américaine.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation du rapport annuel ainsi que des états financiers et de l'information qu'il renferme. Les états financiers ont été préparés par la direction et ils comprennent la sélection de principes comptables appropriés, les jugements et les estimations nécessaires à la préparation de ces documents conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. L'information financière figurant ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle contenue dans les états financiers.

Afin d'assurer avec un degré raisonnable l'intégrité de l'actif ainsi que la pertinence et la fiabilité de l'information, la direction a mis au point et tient à jour un système de contrôles internes. L'exigence relative au respect des normes les plus élevées en matière de déontologie à observer par les employés dans leurs activités fait partie de ce système.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire d'un comité de vérification, est chargé de déterminer si la direction s'acquitte de ses responsabilités dans la préparation des états financiers et le contrôle financier des opérations. Le comité de vérification recommande les vérificateurs indépendants qui doivent être nommés par les actionnaires. Il rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs indépendants pour discuter des questions d'information financière, des contrôles internes et des questions de vérification et fait état de ses conclusions auprès du conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants ont un accès non restreint au comité de vérification. Le comité de vérification passe les états financiers en revue avec la direction et les vérificateurs indépendants avant de les présenter au conseil d'administration pour fins d'approbation.



Joseph Abbandonato  
Président et chef de la direction

Montréal, Canada  
Le 9 mars 2001



Roberto Longo, CA  
Contrôleur de la Société

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié les bilans d'Imaflex Inc. aux 31 janvier 2001 et 2000 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

KPMG S.R.L.

Comptables agréés  
Montréal, Canada

Le 9 mars 2001, sauf pour la note 15 qui est en date du 29 mars 2001

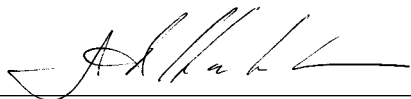
## BILANS

31 janvier 2001 et 2000

	2001	2000
<b>Actif</b>		
À court terme:		
Débiteurs (note 2)	3 894 756 \$	3 121 499 \$
Stocks (note 3)	1 385 000	1 343 000
Charges payées d'avance	47 319	69 828
	5 327 075	4 534 327
Immobilisations (note 4)	6 149 982	4 126 607
Placement à long terme (note 5)	162 500	162 500
	11 639 557 \$	8 823 434 \$
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>		
À court terme:		
Endettement bancaire (note 6)	35 519 \$	576 073 \$
Créditeurs et charges à payer	3 175 683	2 331 054
Impôts à payer	188 982	261 305
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	474 735	216 307
Tranche des obligations échéant à moins d'un an sous contrats de location-acquisition (note 8)	220 339	202 801
	4 095 258	3 587 540
Dette à long terme (note 7)	2 144 461	865 467
Obligations aux termes de contrats de location-acquisition (note 8)	449 479	669 818
Impôts futurs (notes 1(d) et 9)	831 509	619 460
Avoir des actionnaires:		
Capital-actions (note 10)	1 810 115	1 806 129
Bénéfices non répartis	2 308 735	1 275 020
	4 118 850	3 081 149
Engagements (note 12)		
Événement postérieur (note 15)		
	11 639 557 \$	8 823 434 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Au nom du Conseil d'administration:



Directeur



Directeur

## ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés le 31 janvier 2001 et 2000

	2001	2000
Chiffre d'affaires	20 558 115 \$	16 320 773 \$
Coût des ventes	16 488 414	13 143 096
Bénéfice brut	4 069 701	3 177 677
Charges:		
Frais de vente et d'administration	1 398 269	1 182 134
Amortissements des immobilisations	739 460	531 888
Intérêts	295 849	209 314
Autres	107 289	101 278
Perte sur la cession d'immobilisations	8 665	-
Amortissement des charges reportées	-	83 649
	2 549 532	2 108 263
Bénéfice avant provision pour impôts sur le revenu	1 520 169	1 069 414
Provision pour impôts sur le revenu (note 9):		
Exigibles	274 405	235 530
Futurs	212 049	149 460
	486 454	384 990
Bénéfice net	1 033 715	684 424
Bénéfices non répartis, au début de l'exercice:		
Déclarés précédemment	1 275 020	770 596
Adoption d'une nouvelle norme comptable relative aux impôts (note 1(d))	-	(180 000)
Redressés	1 275 020	590 596
Bénéfices non répartis, à la fin de l'exercice	2 308 735 \$	1 275 020 \$
Bénéfice par action	0,034 \$	0,023 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

## ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés le 31 janvier 2001 et 2000

	2001	2000
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation:		
Bénéfice net	1 033 715 \$	684 424 \$
Ajustements pour:		
Amortissement des immobilisations	739 460	531 888
Impôts futurs	212 049	149 460
Perte sur la cession d'immobilisations	8 665	-
Amortissement des charges reportées	-	83 649
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation (note 13)	(37 601)	(274 317)
	<u>1 956 288</u>	<u>1 175 104</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de financement:		
Diminution de la dette bancaire	(540 554)	(41 486)
Émission de la dette à long terme	1 833 300	700 000
Remboursement de la dette à long terme	(295 878)	(244 266)
Remboursement des obligations aux termes de contrats de location-acquisition	(202 801)	(236 945)
Émission du capital-actions	3 986	43 850
	<u>798 053</u>	<u>221 153</u>
Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	(2 769 341)	(1 444 126)
Produit de la cession d'immobilisations	15 000	-
Recouvrement de charges reportées	-	47 869
	<u>(2 754 341)</u>	<u>(1 396 257)</u>
Espèces et quasi-espèces, au début et à la fin de l'exercice	- \$	- \$
Information supplémentaire:		
Intérêts payés	288 469 \$	206 299 \$
Impôts payés	376 404	1 344
Ajouts aux immobilisations compris dans les crédateurs	(17 159)	54 856

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercices terminés le 31 janvier 2001 et 2000

Imaflex Inc. (la "Société") est constituée en société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Sa principale activité commerciale et son secteur clé d'opération est l'extrusion de pellicule de polyéthylène.

### 1. Principales conventions comptables:

#### (a) Stocks:

Les matières premières et les fournitures sont évaluées au prix coûtant ou à la valeur de remplacement, selon le moins élevé des deux. Les produits finis sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le prix est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

#### (b) Immobilisations:

Les immobilisations autres que les éléments d'actif aux termes de contrats de location-acquisition sont comptabilisées au coût. Les éléments d'actif aux termes de contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des loyers minimums au début du contrat de location-acquisition. L'amortissement est présenté au moyen des méthodes et des taux suivants:

Élément d'actif	Méthode	Taux/période
Équipement de production	Amortissement linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Amortissement dégressif	20%
Matériel informatique	Amortissement linéaire	3 1/3 ans
Équipement aux termes de contrats location-acquisition	Amortissement linéaire	10 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de la location.

#### (c) Conversion des devises étrangères:

L'actif et le passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les ventes et les charges sont converties au taux moyen en vigueur au cours de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sont inclus dans le bénéfice.

#### (d) Impôt sur le revenu:

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2000, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) sur la comptabilité des impôts, qui nécessite l'utilisation de la méthode axée sur le bilan. Conformément à cette méthode, les impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs comptables des états financiers et leurs assiettes fiscales respectives. L'actif et le passif des impôts futurs sont évalués au moyen des taux d'imposition promulgués qui devraient s'appliquer au revenu imposable dans les années au cours desquelles les écarts temporaires devraient être recouverts ou établis. L'incidence sur l'actif et le passif des impôts futurs d'un changement dans les taux d'imposition est compris dans le revenu dans la période au cours de laquelle le changement se produit. Le montant de l'actif des impôts futurs constatés est limité au montant qui est plus probable qu'improbable de se matérialiser.

Conformément aux dispositions transitoires des nouvelles recommandations, la Société a adopté ces dernières rétroactivement, mais n'a pas redressé les périodes comparatives. L'effet cumulatif de 180 000 \$ a été comptabilisé comme diminution des bénéfices non répartis d'ouverture pour l'exercice terminé le 31 janvier 2000.

1. Principales conventions comptables: (suite)

(e) Espèces et quasi-espèces:

Les espèces et les quasi-espèces comprennent des placements à court terme très liquides ayant des échéances inférieures à 90 jours.

(f) Utilisation d'estimations:

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses ayant une incidence sur les montants déclarés des éléments d'actif et de passif et l'information sur le passif éventuel à la date des états financiers et les montants déclarés des produits et des charges au cours de la période. Les résultats réels pourraient différer de ces résultats estimatifs.

(g) Régime de rémunération basé sur les actions:

Aucune charge de rémunération n'est comptabilisée pour les régimes dans le cadre desquels des actions ou des options d'action sont émises aux hauts dirigeants. Les contreparties versées par les hauts dirigeants à la levée des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions sont créditées au capital-actions. Si des actions ou des options d'achat d'actions sont rachetées à des employés, l'excédent de la contrepartie versée sur la valeur comptable de l'action ou de l'option d'achat d'actions est porté aux bénéfices non répartis.

2. Débiteurs:

Les débiteurs comprennent:

	2001	2000
Comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	3 794 215 \$	3 053 213 \$
Créances nettes à recevoir	47 855	47 855
Autres	52 686	20 431
	<b>3 894 756 \$</b>	<b>3 121 499 \$</b>

3. Stocks:

Les stocks comprennent:

	2001	2000
Matières premières et fournitures	1 296 000 \$	1 128 000 \$
Produits finis	89 000	215 000
	<b>1 385 000 \$</b>	<b>1 343 000 \$</b>

4. Immobilisations:

Les immobilisations comprennent:

	2001		2000	
	Coût	Amortissement cumulatif	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Équipement de production	6 143 788 \$	1 363 527 \$	4 780 261 \$	2 575 786 \$
Matériel de bureau	72 515	33 438	39 077	48 846
Améliorations locatives	365 947	160 477	205 470	209 262
Matériel informatique	62 752	31 638	31 114	25 833
	6 645 002	1 589 080	5 055 922	2 859 727
Éléments d'actif aux termes de contrats location-acquisition:				
Équipement de production	1 581 666	495 991	1 085 675	1 256 398
Matériel de bureau	13 792	5 407	8 385	10 482
	1 595 458	501 398	1 094 060	1 266 880
	8 240 460 \$	2 090 478 \$	6 149 982 \$	4 126 607 \$

5. Placement à long terme:

Le placement à long terme comprend 1 625 actions privilégiées d'une société affiliée et est comptabilisé au coût. Les actions privilégiées doivent être rachetées par la société affiliée le 19 janvier 2004 ou avant cette date à un montant égal à la contrepartie reçue à l'émission de ces actions.

6. Endettement bancaire:

La Société détient une marge de crédit d'exploitation contractée auprès de ses banquiers, d'un montant maximum de 3 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5%. La marge de crédit est garantie par les débiteurs, les stocks et les immobilisations.

7. Dette à long terme:

La dette à long terme comprend:

	2001	2000
Prêt auprès de la Banque Royale du Canada portant intérêt au taux d'acceptation bancaire de 30 jours plus 2,80%, remboursable en mensualités combinées de 32 834 \$ jusqu'en septembre 2005 et un versement final combiné de 366 660 \$ en octobre 2005, garanti par l'équipement de production	1 753 729 \$	-
Prêt investisseurs immigrants du Gouvernement du Québec auprès de la Banque Royale du Canada portant intérêt au taux d'acceptation bancaire de 30 jours plus 1,30%, remboursable en mensualités combinées de 13 517 \$ jusqu'en juin 2004, garanti par l'équipement de production	500 367	628 624
Prêt portant intérêt au taux privilégié plus 1%, remboursable en mensualités principales de 4 750 \$ jusqu'en octobre 2003 et de 2 750 \$ par la suite jusqu'en juillet 2006 (a)	247 500	304 500
Prêt portant intérêt au taux privilégié plus 1%, remboursable en mensualités principales de 2 400 \$ jusqu'en février 2005 (a)	117 600	146 400
Autres prêts	-	2 250
	<u>2 619 196</u>	<u>1 081 774</u>
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	474 735	216 307
	<u>2 144 461 \$</u>	<u>865 467 \$</u>

- (a) Ces prêts sont garantis par une hypothèque sur l'universalité de l'ensemble des propriétés actuelles et futures de la Société, meubles et immeubles, corporelles et incorporelles, y compris la machinerie, l'équipement, les stocks et les comptes clients de deuxième rang par rapport à la dette bancaire.

7. Dette à long terme: (suite)

L'intérêt de la dette à long terme s'est élevé à 232 996 \$ en 2001 (2000 - 166 699 \$).

Les échéances combinées de la dette à long terme pour chacun des cinq exercices subséquents au 31 janvier 2001 et par la suite sont les suivants:

2002	474 735 \$
2003	505 706
2004	533 215
2005	455 440
2006	633 600
Par la suite	16 500
	2 619 196 \$

8. Obligations aux termes de contrats de location-acquisition:

La Société a conclu des contrats à long terme de location-acquisition qui nécessitent les versements de loyer minimums suivants:

	2001	2000
Exercice se terminant le 31 janvier:		
2001	- \$	265 790 \$
2002	265 790	265 790
2003	360 506	360 506
2004	119 783	119 783
Total des loyers minimums	746 079	1 011 869
Moins montants représentant l'intérêt (aux taux de 7% à 14%)	76 261	139 250
Valeur actualisée des loyers minimums nets	669 818	872 619
Tranche des obligations aux termes des contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	220 339	202 801
	449 479 \$	669 818 \$

9. Impôts sur le revenu:

La provision pour les impôts sur le revenu diffère du montant calculé en appliquant les taux d'imposition canadiens fédéral et provinciaux au bénéfice avant impôts. Les raisons de l'écart et des effets sur l'impôt connexe sont les suivants:

	2001	2000
Bénéfice avant impôts	1 520 169 \$	1 069 414 \$
Taux prévu	31,15%	31,27%
Impôts prévus	473 500	334 400
Ajustements:		
Déduction pour nouvel investissement au Québec	(37 400)	(28 500)
Charges non déductibles	11 500	8 500
Autres écarts	38 854	70 590
<b>Provision pour impôts sur le revenu</b>	<b>486 454 \$</b>	<b>384 990 \$</b>
Représenté par:		
Impôts exigibles	274 405 \$	235 530 \$
Impôts futurs	212 049	149 460
<b>Provision pour impôts sur le revenu</b>	<b>486 454 \$</b>	<b>384 990 \$</b>

Les impôts futurs à payer s'élevant à 831 509 \$ (2000 - 619 460 \$) sont liés aux immobilisations.

10. Capital-actions:

Le capital-actions comprend:

	2001	2000
Actions autorisées:		
Nombre illimité d'actions de catégorie A, avec droit de vote, participatives, sans valeur nominale		
Nombre illimité d'actions de catégorie B, sans droit de vote, participatives, sans valeur nominale, pouvant être émises à tout moment en une ou plusieurs séries		
Nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au choix du détenteur en actions de catégorie A sous réserve de la restriction selon laquelle le pourcentage d'actions de catégorie A dans les mains de détenteurs de titre public suivant une telle conversion ne doit pas être inférieure à 20% du total des actions de catégorie A émises et en circulation.		
Actions émises et en circulation:		
18 465 002 actions de catégorie A (2000 - 18 457 030)	1 255 251 \$	1 251 265 \$
11 700 000 actions de catégorie B, série 1	554 864	554 864
	<b>1 810 115 \$</b>	<b>1 806 129 \$</b>

Le bénéfice par action a été calculé selon la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice de 30 164 338 (2000 - 30 097 030).

13 333 334 actions de catégorie A et 11 700 000 actions de catégorie B, série 1 ont été entières le 1er décembre 1998. 13 333 334 actions de catégorie A et 4 000 000 actions de catégorie B, série 1 doivent retourner à la libre disposition de la façon suivante : un tiers de ces actions à chacun des premier, deuxième et troisième anniversaires des opérations de prise de contrôle inversées. 8 888 886 actions de catégorie A sont retournées à la libre disposition conformément à cette entente. 7 700 000 actions de catégorie B, série 1 doivent retourner à la libre disposition selon les niveaux du flux de trésorerie généré par la Société, conformément à une entente de retour à la libre disposition en vertu du rendement.

Le 1er décembre 1998, la Société a également émis par le biais d'un placement privé 2 027 030 unités au prix de 0,37 \$ par unité, comprenant une action de catégorie A et un bon de souscription d'achat d'actions de catégorie A donnant droit au détenteur d'acquérir une action de catégorie A en contrepartie de 0,50 \$ l'action, prenant fin le 1er décembre 2000. Au cours de l'exercice, la Société a émis 7 972 actions de catégorie A à la suite de la levée des bons de souscription pour un produit net de 3 986 \$. Les 2 019 058 bons de souscription restants ont pris fin le 1er décembre 2000.

## 10. Capital-actions: (suite)

À la suite de l'opération de prise de contrôle inversée qui a eu lieu le 1er décembre 1998, les valeurs légales, fiscales et comptables du capital-actions sont considérablement différentes.

Régime d'options d'achat d'actions:

Conformément au Régime d'options d'achat d'actions (le " Régime ") de la Société, dix pour cent (10%) des actions de catégorie A émises et en circulation de temps à autre sont réservées pour des options. Le Régime prévoit que la durée des options doit être fixée par les administrateurs, et que seulement les administrateurs, les membres de la direction ou les consultants de la Société ou de ses filiales ont le droit de recevoir des options. Les options peuvent être levées au cours d'une période ne dépassant pas cinq ans et le prix de levée doit être versé au complet lors de la levée de l'option.

Un sommaire des options en circulation aux termes du Régime est présenté ci-dessous:

		2001		2000
	Options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
En circulation, au début de l'exercice	140	0,17 \$	475	0,15 \$
Octroyées	200	0,33	20	0,30
Levées	-	-	(355)	0,15
En circulation, à la fin de l'exercice	340	0,26 \$	140	0,17 \$
Pouvant être levées, à la fin de l'exercice	180		140	

Le tableau suivant résume l'information sur les options en circulation au 31 janvier 2001:

Options en circulation			Options pouvant être levées		
Fourchette des prix de levée	Nombre d'actions en circulation (en milliers)	Moyenne pondérée de la durée contractuelle restante (années)	Moyenne pondérée du prix de levée	Options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
0,15 \$	120	1,30	0,15	120	0,15
0,30 \$	20	3,40	0,30	20	0,30
0,33 \$	200	4,30	0,33	40	0,33
0,15 \$ à 0,33 \$	340	3,20	0,26	180	0,21

## 11. Opérations entre apparentés:

Au cours de l'exercice, dans le cours normal des opérations, la Société a effectué des opérations commerciales avec des apparentés. Ces opérations sont évaluées au montant de l'échange, qui est celui de la contrepartie établie et convenue par les parties apparentées. Les détails de ces opérations sont présentés ci-après:

	2001	2000
Frais de gestion	94 000 \$	97 500 \$
Commissions	70 000	49 000
Loyer	290 800	259 950

En outre, un membre de la direction et actionnaire devait à la Société 20 000 \$, portant intérêt au taux privilégié plus 0,5%.

## 12. Engagements:

Les loyers minimums futurs de la Société aux termes de contrats de location-exploitation pour les installations sont présentés ci-après:

2002	273 000
2003	273 000
2004	273 000
2005	273 000
2006	273 000
Par la suite	2 002 000
	<b>3 367 000 \$</b>

## 13. États des flux de trésorerie:

Les détails de la variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse liés à l'exploitation sont présentés ci-après:

	2001	2000
Débiteurs	(773 257) \$	(1 036 730) \$
Stocks	(42 000)	(370 428)
Charges payées d'avance	22 509	(55 649)
Créditeurs et charges à payer	827 470	953 185
Impôts à payer	(72 323)	235 305
	<b>(37 601) \$</b>	<b>(274 317) \$</b>

14. Instruments financiers:

(a) Gestion du risque de change:

Une partie des ventes et des charges de la Société sont libellés en dollars américains. La Société n'utilise pas de contrats de change à court terme pour réduire le risque de change, car le flux des produits en dollars américains sert de couverture naturelle des charges libellées en dollars américains. Les exportations aux États-Unis ont totalisé 3 053 959 \$ en 2001 (2000 - 1 697 286 \$).

(b) Risque de crédit:

La prolongation du crédit de la Société est fondée sur une évaluation de la situation financière de chaque client et de la capacité de la Société à obtenir une garantie d'assurance-crédit pour le client en question. Les pertes de crédit sont prévues dans les états financiers. Les ventes à deux clients représentaient environ 17% du chiffre d'affaires total en 2001 (2000 - 22%).

(c) Information sur la juste valeur:

Des estimations de la juste valeur ont été faites à un moment précis, au moyen de l'information disponible sur l'instrument financier. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent souvent être déterminées avec précision.

La Société a déterminé que la valeur comptable de ces éléments d'actif et de passif financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur à la date du bilan en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. Pour la dette à long terme et les obligations aux termes de contrats de location-acquisition, la valeur comptable de ces éléments de passif se rapproche de leur juste valeur à la date du bilan.

(d) Risque du taux d'intérêt:

Le principal risque de la Société en ce qui a trait aux fluctuations du taux d'intérêt se rapporte au respect de son financement à court terme et à long terme qui porte intérêt à des taux flottants.

15. Événement postérieur:

Le 29 mars 2001, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Canslit Inc. ("Canslit") pour une contrepartie initiale d'environ 187 500 \$ payable par l'émission de 750 000 actions de catégorie A de la Société. Cette opération sera comptabilisée au moyen de la méthode de l'achat pur et simple. La convention d'achat d'actions comprend une clause relative à une contrepartie éventuelle basée sur les résultats futurs de Canslit pour les exercices se terminant les 31 décembre 2002, 2003 et 2004 pouvant résulter en l'émission d'une tranche supplémentaire de 750 000 actions de la Société. Le montant de cette contrepartie éventuelle, le cas échéant, ne peut être déterminé pour le moment, et par conséquent, n'a pas été inclus dans la détermination du prix d'acquisition.



## INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

### DIRIGEANTS

Joseph Abbandonato, président et chef de la direction

Tony Abbandonato, directeur de la production et secrétaire

Gerry Phelps, vice-président – Exploitation

Pierre Senecal, vice-président – Ventes

Roberto Longo, CA – contrôleur de la Société

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration établit les objectifs et l'orientation à long terme de la Société. Il se réunit régulièrement tout au long de l'année afin d'examiner la progression de la Société vers ses objectifs et de recommander des principes et des méthodes visant à optimiser le rendement.

Joseph Abbandonato, président du conseil d'administration et président

Tony Abbandonato, secrétaire

Philippe Frère, associé, Lavery, de Billy

Francis Fox, président, Québec et Est du Canada, Rogers AT&T

Pierre Myrand, directeur des Finances, Elix

Gerry Phelps, vice-président

John Wight, FCA, administrateur de la Société

### INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Comité de vérification et de rémunération:  
John Wight, FCA, président;  
Pierre Myrand; Philippe Frère

Vérificateurs: KPMG s.r.l., Montréal, Québec

Conseiller juridique : Lavery, de Billy, Montréal, Québec

Inscription à la bourse: les actions d'Imaflex inc. sont inscrites sous le symbole IFX.A à la Canadian Venture Exchange (CDNX)

Agent des transferts: Computershare Investor Services

Siège social: Imaflex Inc., 5710 Notre Dame Ouest  
Montréal, Québec, Canada H4C 1V2  
Téléphone: (514) 935-5710  
Télécopieur: (514) 935-0264  
Courriel: info@imaflex.com  
[www.imaflex.com](http://www.imaflex.com)

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES**  
L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 19 juin 2001 à 17 h, à l'hôtel Reine-Élisabeth, Salon Duluth, 900, boul. René Levesque, Montréal (Québec)